

PARLAMENT EUROPEJSKI

2004



2009

Komisja Rozwoju

2005/0046(COD)

1.2.2006

OPINIA

Komisji Rozwoju

dla Komisji Wolności Obywatelskich, Sprawiedliwości i Spraw Wewnętrznych

w sprawie wniosku dotyczącego decyzji Parlamentu Europejskiego i Rady ustanawiającej Europejski Fundusz na rzecz Uchodźców na lata 2008-2013 jako część programu ogólnego „Solidarność i zarządzanie przepływami migracyjnymi
(COM(2005)0123 – C6-0124/2005 – 2005/0046(COD))

Sprawozdawca komisji opiniodawczej: Fernando Fernández Martín

PA_Leg

ZWIĘZŁE UZASADNIENIE (w języku francuskim)

1. Un programme-cadre de solidarité

La Commission européenne propose sous le nom de "programme-cadre de solidarité et de gestion des flux migratoires pour la période 2007-2013"¹ trois décisions du Conseil et du Parlement européen (soumises à la procédure de codécision) et une Décision du Conseil (soumise à la procédure de consultation). Avec ces propositions, l'idée envisagée est de donner davantage de cohérence et d'harmoniser la politique d'immigration de l'Union européenne. Pour y parvenir, la ratification du Traité constitutionnel par tous les États membres aurait facilité la tâche des institutions, même si les instruments juridiques dont dispose l'Union actuellement devraient être suffisants pour avancer dans ce domaine.

La proposition vise à renforcer la solidarité entre les États membres pour la gestion et financement des coûts engendrés par l'accueil des immigrants. L'immigration est une priorité pour l'Union européenne, ainsi que la Commission et le Parlement l'ont déclaré à plusieurs reprises. Il faut souligner que les dotations des quatre fonds prévus au titre du paquet ne devraient pas être transférables entre elles. C'est pourquoi la commission du développement doit veiller, lors du débat sur les perspectives financières, à ce que pour la réalisation de ce but de gestion commune, une réduction de la dotation financière actuelle des instruments ne peut dans aucun cas être tolérée, et même une augmentation sera souhaitable.

2. La création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013

Créé aussi sur demande du Parlement européen en 2000, le Fonds européen pour les réfugiés (FER) permet de poser les bases d'une solidarité communautaire en matière d'accueil des demandeurs d'asile et d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées. La deuxième phase du FER de 2005 à 2010 vient de débiter, tenant compte du nouveau cadre réglementaire communautaire sur la politique d'asile. Vu ce fait, la présente proposition prévoit une prolongation de cet instrument jusqu'en 2013, avec la première tranche pluriannuelle jusqu'en 2007 comme prévue par le règlement actuel, et deux autres tranches de 2008 - 2010 et de 2011 à 2013 sous le nouveau programme cadre. Le Fonds s'élève en total de 1 184 millions € pour la période 2008 - 2013.

3. La position du rapporteur

Compte tenu du fait que la mise en œuvre des standards adoptés dans l'Union européenne (p.ex. l'acquis de Schengen) représente pour l'instant des charges inégales pour les différents États membres, un mécanisme de solidarité est nécessaire et devrait en premier lieu assurer le traitement égal des réfugiés, les demandeurs d'asile et des migrants, bien sûr sous un respect complet des normes reconnues pour les droits de l'homme.

En plus, il faut bien garder en mémoire que la discussion autour de la 'solidarité' devrait non seulement toucher les États membres, mais que cette notion de 'solidarité' devrait être valable

¹ COM(2005)0123, 6.4.2005

pour tous les pays concernés, y inclus les pays tiers. Dans cette perspective, le rapporteur se félicite de l'approfondissement des discussions en cours pour les bénéfices que la politique du développement peut apporter à une politique efficace de migration. Les événements des derniers mois dans les exclaves espagnoles de Ceuta et Melilla ont une fois de plus mis en avant la nécessité évidente: "more development for less migration". Dans cette optique, le rapporteur estime qu'il y doit avoir un équilibre entre sécurité et solidarité avec les immigrants.

Vu le fait qu'il s'agit ici de lignes directrices des programmes cadres pour toute une perspective financière, les textes ne font qu'esquisser les dimensions qui seront par après à concrétiser par les programmes pluriannuels. C'est pour cela que ces propositions se prêtent peu à des modifications concrètes, et les textes dans leur généralité semblent de tenir compte des discussions des dernières années. Mais il faudra veiller comment ces propositions vont s'articuler concrètement.

Néanmoins, le rapporteur propose de renforcer l'importance de certains aspects pour le Fonds pour les réfugiés. Premièrement, le lien entre les réfugiés et la politique de développement est à inclure dans l'article sur les objectifs généraux de la proposition. La politique d'immigration a une double dimension, interne et externe. Il est pour cela indispensable qu'on établisse des mécanismes clairs donnant un caractère opérationnel et coordonné aux deux dimensions. Le rapporteur considère que l'immigration régulée constitue une garantie de respect des droits de l'homme et des conditions de vie et de travail des immigrants. En tout cas, l'appui aux pays en voie de développement et la pleine collaboration entre l'Union européenne et ces pays, sont primordiaux pour le succès de toute politique d'immigration.

Vu les efforts continuels d'augmenter la harmonisation de l'action communautaire, il paraît au rapporteur très modeste de ne réserver qu'un montant de 7 % du budget aux mesures communautaires, surtout si une des demandes du programme de la Haye¹ est - ce qui est repris dans la proposition - la création " des structures appropriées auxquelles les services d'asile nationaux des Etats membres seront associés, en vue de favoriser une coopération pratique et fructueuse". De même, il ne suffit pas de mettre en place des procédures d'asile, mais il faut aussi garantir l'accès sûr à ces procédures. Et un élément clé dans la discussion pour un Fonds pour les réfugiés est dans l'opinion du rapporteur le renforcement du respect des droits de l'homme. Cette notion est à inclure d'urgence dans les dispositions relatives à l'adoption des orientations stratégiques et dans l'élaboration des programmes pluriannuels. En tenant compte de ces remarques et de la mise en œuvre concrète, le rapporteur ne peut que soutenir cette proposition de décision comme un pas nécessaire vers une politique commune d'asile dans l'Union européenne.

POPRAWKI

Komisja Rozwoju zwraca się do Komisji Wolności Obywatelskich, Sprawiedliwości i Spraw Wewnętrznych, właściwej dla tej sprawy, o uwzględnienie w swoim sprawozdaniu następujących poprawek:

¹ Vu les conclusions rendues par le Conseil européen lors de sa réunion des 4 et 5 novembre 2004 à Bruxelles.

Poprawka 1
Artykuł 2 ustęp 1

1. Celem ogólnym Funduszu jest wspieranie działań podejmowanych przez Państwa Członkowskie i zachęcanie do podejmowania wysiłków w zakresie przyjmowania i ponoszenia konsekwencji związanych z przyjmowaniem uchodźców i wysiedleńców, z uwzględnieniem prawodawstwa wspólnotowego w tej dziedzinie, poprzez współfinansowanie działań przewidzianych w niniejszej decyzji.

1. Celem ogólnym Funduszu jest wspieranie działań podejmowanych przez Państwa Członkowskie i zachęcanie do podejmowania wysiłków w zakresie przyjmowania i ponoszenia konsekwencji związanych z przyjmowaniem uchodźców i wysiedleńców, z uwzględnieniem prawodawstwa wspólnotowego w tej dziedzinie, **a także prawodawstwa kraju pochodzenia oraz podstawowych zasad polityki rozwoju**, poprzez współfinansowanie działań przewidzianych w niniejszej decyzji.

Uzasadnienie

Les objectifs généraux du Fonds pour les réfugiés ne peuvent être réellement définis en tenant compte aussi des motivations des réfugiés pour quitter leurs pays. C'est pour cela il faut aussi viser dans les objectifs non seulement de soutenir les efforts déployés par les Etats membres, mais aussi les possibilités existantes pour agir avant que les réfugiés quittent leurs pays, comme p.ex. des clauses bilatérales entre l'Union et le pays d'origine et les impacts positifs de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Poprawka 2
Artykuł 3 ustęp 1 litera a (nowa)

(-a) informowanie i zapewnianie dostępu do procedur udzielania azylu dla osób ubiegających się o azyl;

Uzasadnienie

Il ne suffit pas de créer des structures pour les procédures d'asile, mais il faut surtout garantir que les demandeurs d'asile ont aussi accès à ces structures. Ceci peut aussi impliquer une politique d'information déjà dans le pays d'origine du demandeur d'asile. C'est pour cela il est important d'inclure ce droit à l'information et à l'accès dans les actions éligibles de l'instrument financier.

¹ Dotychczas nieopublikowano w Dzienniku Urzędowym.

Poprawka 3
Artykuł 3 ustęp 1 litera g

g. informowanie społeczności lokalnych mających styczność z osobami przyjmowanymi w państwie przyjmującym.

(g) informowanie społeczności lokalnych **oraz szkolenie pracowników lokalnych organów władzy i struktur administracyjnych** mających styczność z osobami przyjmowanymi w państwie przyjmującym.

Uzasadnienie

Il est très important que les personnes accueillies dans les entités locales sont perçues d'une manière positive. Pour arriver à cette image positive, la sensibilisation de la population locale est sûrement importante, mais pour arriver à cette sensibilisation d'une manière efficace il y a avant tout le besoin d'une formation appropriée des autorités locales et des structures d'accueilles.

Poprawka 4
Artykuł 3 ustęp 6

6. W działaniach uwzględnia się szczególną sytuację osób wymagających szczególnego traktowania, takich jak małoletni, małoletni bez opieki, osoby niepełnosprawne, osoby starsze, kobiety ciężarne, osoby samotnie wychowujące małoletnie dzieci oraz osoby poddane torturom, ofiary gwałtów lub ofiary innych poważnych form przemocy psychologicznej, fizycznej lub seksualnej.

6. W działaniach uwzględnia się szczególną sytuację osób wymagających szczególnego traktowania, takich jak małoletni, małoletni bez opieki, osoby niepełnosprawne, osoby starsze, kobiety ciężarne, osoby samotnie wychowujące małoletnie dzieci oraz osoby poddane torturom, ofiary gwałtów lub ofiary innych poważnych form przemocy psychologicznej, fizycznej lub seksualnej **przy jednoczesnym ścisłym poszanowaniu zasad dotyczących praw człowieka we wszystkich działaniach tego rodzaju.**

Uzasadnienie

Primauté dans la toute action doit être accordée avant tout au plein respect des droits de l'homme. Sachant les circonstances souvent précaires des demandeurs d'asile, il est indispensable de respecter dans les procédures à suivre la dignité de l'être humain, trop souvent encore bafoué dans les pratiques actuelles.

Poprawka 5
Artykuł 4 ustęp 1

1. Z inicjatywy Komisji można wykorzystać nie więcej niż **7%** dostępnych środków Funduszu na finansowanie działań ponadnarodowych lub działań przeprowadzanych w interesie ogólnym Wspólnoty („działania wspólnotowe”), dotyczących polityki azylowej oraz środków mających zastosowanie wobec grup docelowych, o których mowa w art. 6.

1. Z inicjatywy Komisji można wykorzystać nie więcej niż **15%** dostępnych środków Funduszu na finansowanie działań ponadnarodowych lub działań przeprowadzanych w interesie ogólnym Wspólnoty („działania wspólnotowe”), dotyczących polityki azylowej oraz środków mających zastosowanie wobec grup docelowych, o których mowa w art. 6.

Uzasadnienie

Le montant de 7% du budget réservé à des actions communautaires de cet instrument financier ne suffit dans aucun cas aux ambitions énoncées dans la proposition comme objectif. "... produire des bénéfices collectifs à l'échelle de l'Union par la mise en œuvre d'actions coordonnées ou conjointes." (p.8) Pour arriver "de favoriser une coopération pratique et fructueuse" (p.9), un montant plus élevé est décidément nécessaire.

Poprawka 6

Artykuł 5 ustęp 2 litera ea (nowa)

(ea) koszty pomocy prawnej oraz usług w zakresie tłumaczeń ustnych i pisemnych.

Uzasadnienie

Dans les mesures d'urgence visées par l'article 5, la proposition mentionne la nécessité de "l'assistance médicale, psychologique ou autre". (Art. 5, §2 c) La formulation "ou autre" est très vague et il est à notre avis aussi important que le demandeur d'asile soit informé de ses droits et devoirs. Pour cette raison, une assistance juridique compréhensible par le demandeur en question est indispensable et doit être reprise explicitement dans les mesures d'urgence.

Poprawka 7

Artykuł 9 ustęp 1

1. Odpowiedzialność za realizację programów wieloletnich i rocznych, o których mowa w art. 19 i 21, spoczywa na Państwach Członkowskich i odbywa się na odpowiednim szczeblu terytorialnym, zgodnie z systemem instytucjonalnym właściwym dla danego Państwa Członkowskiego. Obowiązki w tym zakresie wypełnia się zgodnie z niniejszą decyzją.

1. Odpowiedzialność za realizację programów wieloletnich i rocznych, o których mowa w art. 19 i 21, spoczywa na ***właściwych organach*** w Państwach Członkowskich i odbywa się na odpowiednim szczeblu terytorialnym, zgodnie z systemem instytucjonalnym właściwym dla danego Państwa Członkowskiego. Obowiązki w tym zakresie

wypełnia się zgodnie z niniejszą decyzją.

Uzasadnienie

Les structures internes de chaque état membre sont très diverses. Pour cela la gestion et mise en œuvre des programmes pluriannuels doit être fait selon la législation et les structures internes de chaque Etat (territoriales ou non).

Poprawka 8
Artykuł 18 ustęp 2

2. Wspólnotowe priorytety znajdują odzwierciedlenie w poszczególnych celach Funduszu w wytycznych, tak by wspierać wprowadzanie w życie Wspólnego Europejskiego Systemu Azylowego.

2. Wspólnotowe priorytety znajdują odzwierciedlenie w poszczególnych celach Funduszu w wytycznych, tak by wspierać wprowadzanie w życie Wspólnego Europejskiego Systemu Azylowego ***przy jednoczesnym ścisłym poszanowaniu zasad dotyczących praw człowieka.***

Uzasadnienie

Primauté dans la programmation ainsi que les programmes nationaux pluriannuels doit être accordé avant tout au plein respect des droits de l'homme. Sachant les circonstances souvent précaires des demandeurs d'asile, il est avant tout indispensable dans les procédures à suivre la dignité de l'être humain, trop souvent encore bafoué dans les pratiques actuelles.

PROCEDURA

Tytuł	Wniosek dotyczący decyzji Parlamentu Europejskiego i Rady ustanawiającej Europejski Fundusz na rzecz Uchodźców na lata 2008-2013 jako część programu ogólnego „Solidarność i zarządzanie przepływami migracyjnymi
Odsyłacze	COM(2005)0123 – C6-0124/2005 – 2005/0046(COD)
Komisja przedmiotowo właściwa	LIBE
Opinia wydana przez Data ogłoszenia na posiedzeniu	DEVE 22.6.2005
Ścisła współpraca - data ogłoszenia na posiedzeniu	
Sprawozdawca komisji opiniodawczej Data powołania	Fernando Fernández Martín 31.8.2005
Poprzedni sprawozdawca komisji opiniodawczej	
Rozpatrzenie w komisji	14.11.2005 1.12.2005 25.1.2005
Data przyjęcia	25.1.2005
Wynik głosowania końcowego	+: 22 -: 0 0: 1
Posłowie obecni podczas głosowania końcowego	Margrietus van den Berg, Danutė Budreikaitė, Marie-Arlette Carlotti, Thierry Cornillet, Nirj Deva, Fernando Fernández Martín, Hélène Goudin, Filip Andrzej Kaczmarek, Glenys Kinnock, Wolfgang Kreissl-Dörfler, Maria Martens, Miguel Angel Martínez Martínez, Gay Mitchell, Toomas Savi, Frithjof Schmidt, Jürgen Schröder, Anna Záborská, Mauro Zani
Zastępca(y) obecny(i) podczas głosowania końcowego	Milan Gaľa, Linda McAvan, Manolis Mavrommatis, Anne Van Lancker, Gabriele Zimmer
Zastępca(y) (art. 178 ust. 2) obecny(i) podczas głosowania końcowego	
Uwagi (dane dostępne tylko w jednym języku)	...